

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

AO2

Georges BIDAULT

(1899-1983)

Ministre des Affaires étrangères

Entretien n° 1 du 8 février 1982

Par

**Maurice Vaisse et Cécile Pozzo Di Borgo
en présence de Mme Suzanne Bidault**

M. Vaïsse : Vous me permettez une question sur l'avant-guerre à propos de Munich. On sait, par vos articles dans l'Aube, que vous avez été antimunichois ?

G. Bidault : Oui Monsieur, naguère la Ligue des Droits de l'Homme a écrit un bouquin sur Munich, on me décrit comme l'un des plus ardents défenseurs de cette politique etc. Vous comprenez, il suffit de couper avec des ciseaux les propos dans le texte. (1)

S. Bidault : Mais il n'y a pas que lui, il y avait Boissière (2) avec son livre qu'il avait aussi (3) parce qu'il y a l'article qui a été écrit le jour même de Munich où on peut faire un " ouf " et on nous dit : « Enfin la paix » ! Un article a été écrit le jour même de Munich où on peut faire un " ouf " en voyant: « Enfin la paix », alors on prend trois phrases là-dessus et puis on néglige les dizaines d'articles qui ont suivi et on dit... (4)

G. Bidault : On prend, on extrait trois lignes.

M. Vaïsse : Mais alors sauf ces fausses allégations qui sont fausses, on sait que vous avez été antimunichois. Je voulais savoir ce que vous avez pensé à l'époque, si vous pouvez vous rappeler, de l'alliance avec l'Union Soviétique. Est-ce que vous y étiez favorable ? A votre avis, pourquoi cette alliance ne s'est pas réalisée et quel était votre avis sur la question à cette période-là, c'est-à-dire avant l'année 1939 ?

G. Bidault : C'est que, comme la volonté de guerre de l'Allemagne hitlérienne était au moins probable, voire certaine, il s'agissait d'essayer de trouver des éléments pour contrebalancer ce péril et qu'est-ce qui arrive ? J'aurais finalement à peu près accepté l'alliance avec le Tsar (je dis à peu près parce que ce n'est jamais très clair). Il fallait penser que la Russie pouvait jouer un rôle. En conséquence, il fallait voir si on ne pouvait pas arriver à un résultat avec l'Union Soviétique, quelles que soient les critiques qu'on pouvait faire sur son régime et l'incertitude qu'on pouvait avoir sur la valeur de ce contrepoids. Donc oui, dans les articles que j'ai écrits au moment, oui, dans mes articles écrits lors de l'affaire finlandaise, je passais mon temps à dire poliment « tout de même, il ne s'agit pas de faire la guerre à la Russie, il s'agit de faire face au péril qui nous menace nous, et il faut regretter, déplorer, critiquer l'agression soviétique contre la Finlande. Mais notre problème d'ailleurs eu été aussi favorable à la Finlande que possible, mais pas au point de tout subordonner aux desiderata éventuel de l'Union Soviétique ». Oui, j'étais pour un accord avec la Russie.

M. Vaïsse : Et à votre avis, pourquoi cette alliance ne s'est pas réalisée avant la guerre ?

G. Bidault : D'abord parce que les Soviets sont les Soviets. Ils ne songent absolument pas aux choses qu'à leurs propres desseins. Ils ne sont pas sentimentaux, et ils ne portaient aucune espèce d'intérêt, ils ne portaient aucun intérêt particulier à la France de Daladier ou de Reynaud et ils songeaient à profiter des circonstances. La preuve : la Finlande et tout ce qu'on a vu par la suite.

1 - Phase interrompue : G. Bidault précise ensuite que ses propos furent coupés dans la presse.

2 - Nom propre à vérifier.

3 - Mot inaudible.

4 - Mot inaudible

M. Vaïsse : Vous estimez donc que si on n'a pas pu faire l'alliance, c'est en grande partie en raison des Soviétiques. Il n'y a pas eu du côté français une opposition à l'alliance ?

G. Bidault : Si, naturellement qu'il y en avait. On l'a vu, on s'est réveillé. Il y avait des éléments d'opposition du côté français. A l'époque ce n'est pas non plus un enthousiasme envers l'alliance soviétique, mais en France, tous ceux qui étaient pour l'alliance soviétique l'étaient compte tenu des circonstances et non pas par enthousiasme, ni par confiance préalable, non pas du tout.

M. Vaïsse : Et Vous estimez que c'était un contrepois militaire ?

G. Bidault : C'était une possibilité et la preuve. C'est qu'Hitler s'en est tout de suite chargé (rire). Il fallait donc faire en sorte que ça cela ne se produise pas et ça n'a pas dépendu de nous ou de dire et que cela ne dépende pas de nous. Il faut dire qu'il n'y a pas eu grand zèle du côté de la IIIe République de l'époque. Mais je ne pense pas que ça cela aurait changé beaucoup de choses, même s'il y avait eu du zèle, parce que les Russes faisaient leurs comptes. Ils disaient : « Voilà les chances, qui est-ce qui va gagner ? »

M. Vaïsse : Alors c'est donc la guerre ! Vous êtes mobilisé, vous êtes puis fait prisonnier, vous restez prisonnier pendant très longtemps ?

G. Bidault : Je suis resté prisonnier après la « drôle de guerre » car j'ai été mobilisé avec le « fascicule bleu », je crois que c'est comme ça que cela s'appelait ainsi, durant plusieurs mois.

S. Bidault : C'était jusqu'à fin mars, je crois que vous l'avez été.

G. Bidault : Enfin, c'était au printemps.

M. Vaïsse : Et vous restez prisonnier pendant treize mois après la fin des hostilités ?

G. Bidault : Non, pas après la fin des hostilités, pendant les hostilités.

S. Bidault : C'était à la fin de la guerre proprement dite, si je puis dire. Vous avez été fait prisonnier en juin et les combats ont cessé presque immédiatement.

G. Bidault : Oui, le 8 juin, les combats français ont cessé, mais pas la guerre.

M. Vaïsse : Puis vous revenez en France en juillet 1941 ?

G. Bidault : Oui, je suis revenu, ça fait à peu près treize mois après que vous avez compté. Et je peux vous dire que je me posais une question dans le train qui me ramenait, non pas la question de, il ne s'agissait pas de savoir si je devais avoir de la gratitude pour Laval, mais la question de savoir mais de ce qui se passerait au moment, lors de la démobilisation, au moment où l'on nous demanderait de faire une déclaration comme quoi, où l'on s'engage à, pour ne pas reprendre les armes contre l'Allemagne.

M. Vaïsse : Et on ne vous a rien demandé ?

G. Bidault : On ne m'a rien demandé. En conséquence, je n'ai rien eu et j'ai pris ce qu'on me donnait puisque c'était gratis.

M. Vaïsse : Vous avez raconté la dernière fois qu'il y avait eu une confusion entre une personne qui était recherchée et vous-même et que, à cause de la différence de prénoms, vous aviez pu, au fond, ne pas être arrêté de nouveau rapidement, c'était bien ça cela ?

G. Bidault : C'est cela. Pratiquement, on ne me cherchait plus mais on m'avait cherché. Je n'étais plus recherché. A l'époque ce sont des problèmes, je suppose, de service, et il y avait des gens à qui on avait dit vous devez chercher mettons.... A l'époque lors de problèmes de service, je suppose, on demandait aux gens de chercher admettons : « Guérilis, Bidault » etc.

Avec ce bulletin de l'Aube, un petit journal absolument pas sans influence et sans intérêt, en tout cas, qui n'avait pas suscité beaucoup d'affection. Il faut s'assurer si c'est un homme dangereux, essayer d'entrevoir où il en est et qu'est-ce qu'il fait ? On est donc venu me chercher à Moulins où habitait ma sœur. Et, je crois qu'on lui a pris dans des papiers, une lettre que m'avait écrite l'ancien chancelier Viat (5) qui était un adversaire d'Hitler, qui avait quitté le pouvoir, peut-être même déjà la vie, cela je ne sais plus (6). En tout cas, on a pris notre (7) à Moulins. Puis on est venu me chercher à Paris où des amis venus m'attendre à la gare de l'Est m'ont dit : « Vous savez, il y a des gens qui vous cherchent, méfiez-vous de la Gestapo ». Cela a été une raison de plus pour ne pas m'incruster à Paris et donc demander à la rue de Grenelle de me nommer, non pas à Louis-Le-Grand, mais ailleurs en Zone Libre. J'ai été ainsi envoyé au Lycée du Parc à Lyon. Je veux dire que je suis alors passé à l'Education Nationale à cette époque, cela s'appelait peut-être déjà l'Education Nationale ou Instruction Publique.

M. Vaïsse : L'Instruction Publique, sans doute.

G. Bidault : Je me rappelle que la fonctionnaire qui m'a reçu m'a dit : « Écoutez, il y a une place à Lyon et une autre à Saint-Etienne. A Lyon, c'est un remplacement d'un prisonnier. Je vous recommande plutôt Saint-Etienne parce que là c'est solide, c'est du stable, c'est à titre définitif ». Alors je n'ai pas fait valoir que je quittais le camp pour des motifs sérieux, ce n'était pas pour chercher à Saint-Etienne un poste définitif. J'ai cependant été déplacé de Saint-Etienne et j'ai choisi Lyon parce là s'y trouvaient mes amis et que c'était déjà un endroit où fermentait l'esprit de la résistance. Je m'y suis donc rendu après avoir fait valoir que j'y allais pour être précepteur des enfants de Monsieur de Menthon (8) et je suis allé naturellement, tout simplement au lycée du Parc.

M. Vaïsse : A cette époque-là, quelle est votre analyse de la situation en ce qui concerne la situation de la France par rapport à l'Allemagne d'une part, à l'Angleterre et éventuellement aux États-Unis d'autre part ?

5 - Orthographe du nom propre à vérifier.

6 - Mot inaudible.

7 - Mot inaudible.

8 - François de Menthon (1900-1984). <https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/francois-menthon-de>

G. Bidault : Le problème ne s'est même pas posé. Je me rappelle que dans le wagon de marchandises qui était le train de nuit la République exigeante, je discutais avec les camarades qui allaient en captivité avec moi et je les engueulais. Je disais : « Naturellement vous croyez qu'on peut faire, ne croyez pas que l'on puisse faire la paix avec ces gens-là » et ainsi de suite. En y allant enfin je ne me suis jamais posé de question.

M. Vaïsse : Oui, vous racontez dans votre ouvrage qu'il y avait un bulletin des prisonniers.

G. Bidault : Oui, Le Trait d'union.

M. Vaïsse : Qui était extrêmement collaborationniste, que vous vous insurgiez et de vous dire : « Après tout il était tellement excessif dans sa collaboration ».

G. Bidault : Oui, qu'il rendait (même) service !

M. Vaïsse : Mais en ce qui concerne les liens, les relations de la France avec l'Angleterre ou avec les États-Unis, comment voyiez-vous les choses à cette période-là ?

G. Bidault : Je les voyais comme n'importe qui. Je n'avais pas de renseignements spéciaux, la lecture de la presse de l'époque ne pouvait pas me renseigner beaucoup. Mais je pensais que l'entrée en guerre des États-Unis était possible à un moment quelconque et souhaitable bien entendu et que l'Angleterre était l'allié d'office. Non pas que c'était suffisant, mais enfin pour le moment c'était elle qui tenait tête dans son (9), je n'ai jamais eu de doute.

M. Vaïsse : Vous faites donc partie de la Résistance très rapidement, si je comprends bien ?

G. Bidault : Oui, je prends contact avec de Menthon qui avait fondé un petit mouvement de résistance qui s'appelait, je crois, « Liberté » et qui ensuite s'est fondu, a fusionné avec celui de Frenay (10), « Combat ». Je me suis donc retrouvé dans « Combat ». C'est comme ça. Et Comme on a su que j'étais là, d'Astier (de La Vigerie, Emmanuel) est venu me voir aussi car la première impression qu'on avait, c'était que la Résistance consistait à se battre entre d'Astier et Frenay et éventuellement d'autres.

M. Vaïsse : Dans ces petits groupes de résistance que vous constituiez, quels étaient les rapports que vous entreteniez avec la France Libre, je veux dire avec les Français à Londres et d'autre part, comment les considériez-vous ?

G. Bidault : Écoutez, premièrement, je n'avais aucun rapport avec eux, aucun. Deuxièmement, je pouvais avoir de leurs activités, de leur rôle et de leur avenir qu'une idée vague qui ne m'encomrait pas l'esprit. Mais enfin, le hasard, les circonstances, il y avait beaucoup de choses qui étaient en devenir. Dès mon premier voyage, je suis allé voir en effet de Menthon pour le voir avec ses enfants et lui dire : « Qu'est-ce qui se passe » et tout ça. C'est chez lui que j'ai rencontré

9 - Mot inaudible.

10 - Henri Frenay (1905-1985), fondateur de « Combat », important mouvement de résistance au sein du CNR.
<https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/henri-frenay>

Moulin, et voilà comment j'ai pris contact (11). C'est par Jean Moulin qui était là, il venait de faire du ski. Et ça m'a donné une idée curieuse de la Résistance et je ne leur en ai pas voulu le moins du monde, mais mon premier contact a été singulier. Il avait de grosses chaussures, des bas de laine et nous avons causé pas très à fond, nous avons parlé de la résistance en général. Et lui, il parlait de de Gaulle, tandis que de Menthon ne m'en parlait pas, il ne l'avait pas encore rencontré et enfin, puis je l'ai interrogé sur son compte.

Pour tout dire, Moulin était certainement un homme remarquable. Il ne faisait pas un éloge du tyrannique comme on l'appelait bien vite mais enfin il me dit (12) ceci en revenant de Londres, il me dit : « Il faut que vous sachiez qu'il n'y aura pas de débarquement cette année ». Je lui ai dit : "Et bien si c'est ça, c'est dommage parce que cela diminue les chances pour nous de voir la fin et le débarquement puisqu'il n'y en aura pas de débarquement cette année. Alors c'est peut-être l'année prochaine au plus tôt ?" mais ce n'est que très progressivement qu'on s'est mis à se poser, que nous avons posé des questions. J'ai suivi Manuel, je ne sais pas quel était, j'ignorais son vrai nom mais c'était un des officiers qui étaient avec de Gaulle et qui faisait de temps en temps des liaisons en France, qu'il y a eu et parmi d'autres. L'idée qu'on se faisait de de Gaulle était imprécise et pour tout dire, ce n'est qu'avec le temps, l'habitude, la mise en place de l'institution gaulliste que l'on s'est mis à parler du Général comme on en a parlé par la suite et longuement. Je n'ai jamais été très porté à l'exagération.

M. Vaïsse : Alors vous faites partie du CNR (13). Vous en faites partie au titre de « Combat » ou au titre de la Démocratie chrétienne, au fond ?

G. Bidault : Je crois que je n'ai pas réussi, Moulin aurait voulu que j'y représente « Combat ». Pour ma part, cela m'était égal mais Frenay ne tenait pas à ce que je représente « Combat », il tenait à ce que ce soit un homme sûr, je crois que c'était Bourdet, Un homme sûr, enfin un homme à lui, c'est à dire un de ses hommes (14). Je n'avais pas de rapports personnels avec Frenay et par la suite j'ai eu de la peine à adopter toutes ses manières de voir. Alors, je crois que j'ai représenté la Démocratie chrétienne. Et c'était moi la Démocratie chrétienne, on ne pouvait évidemment pas songer à mettre un PDP (Parti Démocrate Populaire), un jeune « République ». Marc (15) n'en voulait pas alors Moulin a pris sur lui de faire, a osé un amalgame d'office. Ce qui ne faisait plaisir à aucune des deux parties, et moi je me suis installé dans cet amalgame, ce qui me paraissait en effet très suffisant, sans combiner les complications qui ont duré très longtemps. La première fois que je me suis présenté comme Démocrate Populaire aux élections à Domfront dans l'Orne, on a présenté un « Jeune républicain » contre moi pour voir ce que cela donnerait.

S. Bidault : Domfront, c'était avant la guerre !

G. Bidault : Ah oui, vous avez raison, c'est en effet avant la guerre que la « Jeune République » (16) avait marqué son adhésion aux idéaux et sa fidélité à cet organe commun en m'envoyant un

11 - Mot inaudible.

12 - Mot inaudible.

13 - *Le Conseil national de la Résistance (CNR).*

14 - Mot inaudible.

15 - Mot inaudible.

16 - *Il s'agit probablement de la « Ligue de la jeune République » fondé en 1912.*

garçon qui s'appelait Charles Serre et qui a été par la suite socialiste, en fait gaulliste, n'importe quoi, et qui lorsqu'il a été battu, a perdu l'élection mais plus largement que moi encore, moi aussi mais enfin, il a été battu plus largement que moi encore, il disait simplement : « Ah, si j'avais su, je ne me serais pas trop longtemps démanché le derrière investi pour ramasser un chiffre pareil » quoi qu'il en soit, il a continué à faire de la politicaillerie sans... bon peu importe, ça ce n'était pas la question.

M. Vaïsse : Au fond, vous représentez la Démocratie chrétienne dans le CNR tandis que d'autres représentent d'autres partis politiques ?

G. Bidault : Oui, la SFIO, les Radicaux...

S. Bidault : Il y avait la Droite aussi.

G. Bidault : Laniel (17) représentait l'Alliance Démocratique.

M. Vaïsse : Au fond, Paul Reynaud ?

G. Bidault : C'est cela.

M. Vaïsse : Alors, pour que nous puissions arriver à des questions concernant les affaires de politique étrangère, j'essaie de procéder par ordre. Lorsqu'on voit les relations entre le CNR et le Comité Français de Libération Nationale (CFLN), quelle était la place des deux organismes et quelles étaient leurs relations ? Evidemment, vous allez me dire que c'est une question d'historien, c'est-à-dire que les choses quand vous les avez vécues, étaient à la fois beaucoup plus simples et beaucoup plus compliquées peut-être. Mais est-ce que le CNR était un organe consultatif clandestin puisqu'il représentait des partis politiques, des mouvements, des organes de résistance ou alors un embryon de gouvernement qui était en quelque sorte un rival du Comité Français ?

G. Bidault : Eh bien voilà, je vais tâcher de vous répondre. Vous posez une question qui naturellement n'a pas été posée clairement à ce moment-là mais qui évidemment pouvait se poser: « Quel est le gouvernement de la France : est-ce que c'est le CFLN ou est-ce que c'est le CNR ? » Le Comité Français de Libération Nationale, c'est-à-dire Londres ou est-ce que c'est cet organisme qui en France occupée représente tous les partis possibles qui sont d'accord pour rester. En réalité, il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'idée d'avoir un organisme sur place dans le territoire reconnaissant de Gaulle comme chef de la Résistance nationale est une idée de Moulin autant que de Gaulle, qui n'a eu nul besoin d'avoir un organe consultatif. Par principe, il ne consultait pas les autres et n'avait nul besoin de leurs conseils. C'est une idée de Moulin qui lui était sur place. Il voyait les difficultés et se posait des problèmes. On a donc fait de la sorte, il y a eu des rapports, de Gaulle s'en est servi en utilisant les motions, les mots d'ordre qui venaient du CNR. Mais, il n'a jamais été à l'origine d'une délibération de celui-ci. Tout ce qui a été fait par le CNR a été fait parce que celui-ci s'en est avisé avec une hauteur de vue qui dépendait des jours.

17 - Joseph Laniel (1889-1975) fut sous-secrétaire d'État aux Finances dans le gouvernement Paul Reynaud en 1940.

Par exemple, une des questions que je crois que c'était Daniel Mayer (18) du parti socialiste qui a posé la question de savoir si on ne devrait pas exclure Laniel parce qu'il avait voté pour.

S. Bidault : Il avait voté pour Pétain ?

M. Vaïsse : Oui dès mi-juillet, les pleins pouvoirs.

G. Bidault : C'est typiquement la politique menée. Les gens comme un tel Laniel qui ont voté pour Pétain, ont-ils eu tort ? (19). Ma foi, l'essentiel était de montrer que ce n'est pas cela qu'il fallait faire. En réalité, le CNR se saisissait de beaucoup de questions de ce genre auxquelles il fallait faire face, pour les effacer, pour empêcher cela tienne trop de place, qu'elles amènent des bruits inutiles supplémentaires. En réalité, cela venait du cru, cela ne venait pas de de Gaulle. Il ne se posait pas la question ou le problème de savoir qu'elle était l'origine de Laniel, sa pureté, son intégrité. Des problèmes qu'il ne s'est pas posé.

M. Vaïsse : Quand vous succédez à Jean Moulin à la tête du CNR, vous êtes donc investi d'une mission extrêmement importante. Au fond, si j'ai bien compris Moulin était le délégué de de Gaulle et le président du CNR. Vous êtes investi de la fonction de la présidence mais vous n'êtes plus ou pas le délégué, par conséquent j'allais vous poser une question à laquelle je peux répondre moi-même. Jean Moulin avait plusieurs fois fait des voyages entre Londres et la France, avez-vous eu l'idée ou avez-vous eu le projet si c'était réalisable de vous rendre à Londres ou à Alger ?

G. Bidault : Avant ma rencontre avec Jean Moulin, ou mon entrée dans la boutique, mes amis que je rencontrais notamment à Vichy (je logeais à Vichy pendant un moment chez le juge qui était à l'annexe de l'Hôtel du Portugal qui était, je crois, « L'Information ». Il était là, il avait trouvé cette place pour vivre mais il avait déjà un sentiment, lui et d'autres amis se mirent dans la tête de m'expédier à Londres. C'était un réflexe et les gens valables, on les envoie auprès de de Gaulle pour l'influencer, pour le renseigner. Et puis, il y avait La Marseillaise, je crois, vous vous en souvenez ? Il y avait un organe qui se publiait à Londres ; c'était peut-être *Palissy* (20) qui faisait cela, un journal. Etant donné que j'écrivais dans l'Aube, je pouvais aller faire des papiers à Londres. On a dû envoyer des télégrammes à Londres.

Il y avait Scamaroni (21) par exemple, qui faisait des choses comme cela. Il est allé à Londres pour proposer un candidat qui n'était pas candidat mais que ses amis considéraient comme un candidat valable comme candidat. Rien de tout ça cela n'a eu de suite. On n'a pas sauté sur cette occasion à (22) et je suis resté pour compte. Un autre qui était (23) le père, le Bâtonnier de Nancy, m'a dit un jour qu'il avait télégraphié à Londres pour annoncer mon arrivée et ma candidature pour des fonctions à définir à Londres. Je dois dire que la famille (24) étant très douée

18- Daniel Mayer (1909-1996), journaliste au quotidien *Le Populaire*, puis représentant de la SFIO au CNR.

19 - Fin de phrase inaudible.

20 - Nom propre à vérifier.

21 - Fred Scamaroni (1914-1943), membre de la France libre dès 1940 et martyr de la Résistance.

<https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/fred-scamaroni>

22 - Mot inaudible.

23 - Mot inaudible.

24 - Mot inaudible.

d'éloquence et d'imagination, je ne suis pas sûr que ça cela se soit passé ainsi. Qui ait surchargé les autres à travers la Manche de propositions me concernant mais (25)...

C. Pozzo di Borgo : Ces propositions ne vous ont jamais été faites à vous directement ?

G. Bidault : Personne ne m'a apporté de proposition. Si j'avais eu l'idée que j'étais un grand journaliste ? On n'a pas demandé à Pertinax (26) non plus, par exemple, ni à tous les autres journalistes au chômage de... alors Pertinax est allé sûrement en Amérique et Geneviève Tabouis (27) s'y est rendue de son chef mais il n'y a eu aucune suite.

M. Vaïsse : Mais C'était avant que vous deveniez président du CNR ?

G. Bidault : Oui, tout ça c'est avant.

M. Vaïsse : Mais après être devenu président du CNR, est-ce qu'il y avait eu un projet pour vous d'un voyage à Londres ?

G. Bidault : Jamais je n'en ai eu connaissance et je dois dire que jamais non plus je n'en ai éprouvé le besoin. Pourquoi faire ? C'est que de Gaulle écrivait ce qu'il disait, ce qu'il faisait, cela allait de soi. Et je ne me faisais aucune espèce d'illusion, le peu de choses qu'on arrivait peu à peu à savoir, montrait qu'il n'était pas si facile à manier que ça et, en conséquence, à Londres, on tomberait sans doute dans l'inutilité et puis dans l'impossibilité d'agir. On se rendait parfaitement compte, je crois que je me suis rendu compte très clairement qu'il y avait de Gaulle et que tout le reste c'était de l'accessoire utilisable. Sauf si le grand chef estimait que cela pouvait rendre service, sinon cela restait inutilisé et inactif. Il y avait un journal non gaulliste, il y avait Louis Lévy (28) enfin. Puis, il y avait un certain nombre d'autres socialistes variés et qui montraient à Londres même que tout n'était pas dans la lignée de Gaulle. Cela ne me servait à rien tout cela. Ils ont été à la fois sans imprudence et sans agrément en particulier.

M. Vaïsse : Est-ce que vous étiez en contact, je me demande même si cela était possible, avec des Français qui étaient en dehors de Londres ? Par exemple, des Français en Amérique comme Alexis Léger (29), vous avez parlé tout à l'heure de Geneviève Tabouis. Est-ce que vous avez eu des contacts ?

G. Bidault : Non.

M. Vaïsse : Et est-ce que vous avez eu connaissance des projets des Américains de pousser en avant Alexis Léger au moment de la libération ?

G. Bidault : Non, même maintenant que vous m'en parlez, je ne saurais dire à quel moment et de quelle façon on m'a dit que les Américains songeaient à Léger. A mon avis c'est une idée

25 - Phrase interrompue.

26 - Il s'agit peut-être du journaliste André Géraud (1882-1974) dit Pertinax.

27 - Geneviève Tabouis (1882-1985) dirige le périodique francophone Pour la victoire à New York de 1942 à 1945.

28 - Louis Lévy fut correspondant au journal Le Populaire et chroniqueur à Radio-Londres à la BBC.

<https://www.lours.org/fonds-louis-levy-journaliste-au-populaire-95-apo-1-a-26>

29 - Alexis Leger, dit Saint-John Perse, diplomate, écrivain lauréat du prix Nobel de littérature en 1960.

typiquement américaine, c'est-à-dire qu'il n'y avait aucune espèce de chance que cela aboutisse à quoi que ce soit.

M. Vaïsse : Oui, alors justement, à propos des Américains et des Anglais, est-ce qu'en France occupée à ce moment-là, vous perceviez le conflit qui existait entre la France Libre et les Anglo-Saxons ?

G. Bidault : Non, on ne le percevait pas mais on devait se douter que cela ne devait pas être facile de s'entendre. Les Anglais ne devaient pas être des employeurs commodes et de Gaulle n'était sûrement pas un employé facile. Mais ça ne faisait pas l'ombre d'un doute que de Gaulle ne pouvait absolument pas supporter l'idée d'être à l'ombre des Anglais ou considéré comme tel. Parmi les gens que j'ai rencontré par la suite, il y en avait qui certains ont été disgraciés précisément parce qu'ils étaient bien en bons termes avec les uns ou les autres de nos délégués anglo-saxons. Ce n'était pas du tout une bonne note dans le milieu gaulliste d'avoir été bien avec les Anglais ou bien avec les Américains.

M. Vaïsse : Entendre par les images des pays que vous faisiez à l'intérieur du groupe du CNR, quels étaient les pays qui étaient les mieux cotés si on peut dire ? Par exemple l'Union Soviétique, est-ce que vous attendiez beaucoup de l'Union Soviétique ? Que faisaient les membres communistes du CNR vis-à-vis de l'Union Soviétique ? Et au fond comment est-ce que le CNR concevait les rapports de la France résistante avec l'Union Soviétique ?

G. Bidault : Ecoutez, vous me posez une question à laquelle il m'est particulièrement difficile de répondre. En réalité pour des motifs de prudence, j'ai passé mon temps à me préoccuper, il n'y avait pas de réunions du CNR toutes chambres réunies que dans des circonstances rarissimes. On ne peut pas réunir une ou deux fois par semaine dix-huit personnes dans un pays où il y a la milice et la gestapo. Et où on n'a pas de moyens matériels propres qui nous permettent de travailler à l'écart et en tranquillité. Donc il y avait seulement d'une manière hebdomadaire la réunion du Bureau avec des gens du Bureau, cinq ou six personnes, ces gens du Bureau pouvant soit consulter, représenter, voter pour tel ou tel. Par conséquent, nous étions cinq ou six qui représentaient les dix-huit. Les dix-huit, c'est peut-être seize (personnes) et vous les retrouverez sûrement. Quelque part.

M. Vaïsse : Oui, c'est dix-huit.

G. Bidault : En conséquence, je n'ai jamais eu directement de rapport avec les communistes, sauf dans le Bureau où se trouvait Villon (30) qui représentait le Front National et (31) ne parlait pas du Parti Communiste au Front National qui représente les nuances ou l'opinion politique française, communistes compris ; bien entendu, mais pas exclusivement communiste, etc. Je vous passe ma condamnation sur la suite du raisonnement. Ce que je savais des communistes, c'était par Villon qui cherchait toujours à donner le change lorsqu'on l'interrogeait ou qu'on le pressait sur la question. Pourquoi ? Lorsqu'il parlait des communistes ou du communisme en France ou des Soviets, il fallait toujours prendre garde de savoir si c'était un jour, ou s'il disait la vérité ou s'il riait. Les cas où il riait étant les plus nombreux, il fallait par conséquent toujours faire

30 - Pierre Villon, pseudonyme de Roger Salomon Ginsburger (1901-1980).

31 - Nom propre inaudible.

attention et, par conséquent, en réalité les Soviétiques n'étaient jamais à l'ordre du jour. On y pensait toujours mais on n'en parlait jamais. Néanmoins je n'aimerais pas que ça traîne. Ne l'écrivez pas, vous vous en servirez. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai pris Villon, pour les tenir en main et les empêcher de faire trop de bêtises. J'ai fait avec lui le programme du CNR, c'était pour qu'ils nous en rabaient pas un... pour leur rogner les ongles et c'était pour avoir la paix. Par conséquent lorsqu'ensuite on a dit « Et le programme du CNR par-ci, concernant le programme du CNR par-là », je savais fort bien que c'était ma manœuvre, je n'avais pas besoin donc qu'on me la rappelle. Aujourd'hui, je l'ai un peu perdue de vue mais quand même. Voilà un peu tels sont les motifs et l'atmosphère dans laquelle se passaient nos relations avec les communistes et je n'avais aucune espèce de doute que de Gaulle ait toujours tenté cette manière-là. C'est-à-dire en présence de (32) deux cours.

M. Vaïsse : Vous venez de parler du programme du CNR justement et d'une façon générale dans les vues concernant l'avenir de la France, quelles étaient les vues du CNR concernant l'avenir de la politique extérieure de la France ? Est-ce qu'il y avait des buts précis ? Est-ce qu'il y a eu des préparations de l'après-guerre ?

G. Bidault : Non, pas à proprement parler, mais il y a eu en effet des allusions. On parlait de sécurité collective et c'est même moi qui l'ai mis en avant la sécurité collective. Or ça veut dire que je sais assez ce que c'est que la sécurité collective et ce que c'est devenu pour se faire une idée du réalisme du terme et de la chose sur l'existence de la politique extérieure. La sécurité collective, c'est fait pour, ne sert qu'à écrire des articles pour égayer le public. Quand on a dit ça, on n'a pas encore dit grand-chose.

M. Vaïsse : Mais par exemple, en ce qui concerne l'Allemagne, l'organisation de l'Europe, est-ce que vous aviez, est-ce que vous échangeiez des vues précises? Est-ce qu'il y avait des vues précises ou est-ce que cela n'a jamais été très loin au point de vue de la formulation ?

G. Bidault : Cela n'a jamais été très loin. Naturellement l'Allemagne... Il y avait un sentiment d'inspiration russe sûrement, l'Allemagne c'est l'ennemi de l'Europe et de la France, voilà. Préserver l'Allemagne en tant qu'ennemi, l'idée que l'Allemagne est l'ennemie et qu'elle l'est maintenant, demain, toujours.

M. Vaïsse : Oui, c'est une idée russe. Cela veut dire quoi, c'est une idée (33) ?

G. Bidault : Les communistes du CNR ou approchant le CNR étaient des gens qui étaient ciselés bien sûr. Ils recevaient, sinon des instructions en tout cas une vue générale, une orientation, et si orientation qui était, justement on ne change pas d'ennemi, c'est toujours le même.

M. Vaïsse : En ce qui concerne l'Europe, l'organisation européenne, vous n'aviez pas... (34) ?

G. Bidault : Si j'ai eu une idée qui me venait mais qui n'a jamais mûri à fond, oui on en parlait.

32 - Mot inaudible.

33 - Phrase interrompue.

34 - Phrase interrompue.

S. Bidault : On voulait la faire sans l'Allemagne, l'Europe.

G. Bidault : On ne peut pas la faire sans la Russie qui en tient plus de la moitié, alors faire la réconciliation germano-russe, c'est peut-être une question que je ne m'étais pas posée. Réunir les Allemands à temps présent pour réconcilier l'Allemagne et la Russie en temps de guerre.

M. Vaïsse : Nous arrivons à la période où vous avez accédé à des responsabilités ministérielles sur le plan des Affaires étrangères après la libération de Paris. Vous accédez à des responsabilités ministérielles et là il y a un passage extrêmement intéressant, le Général de Gaulle vous propose le ministère de la Justice. Dans votre livre, vous vous étonnez de cette proposition et ensuite vous dites que vous apprenez que vous deveniez ministre des Affaires étrangères et vous vous en étonnez également en faisant la réflexion que vous étiez le moins informé des personnages choisis en ce qui concerne les Affaires étrangères dans la mesure où vous étiez resté pendant ces années précédentes à l'intérieur de la France sans beaucoup de contacts avec l'extérieur. Comment est-ce que cela s'est passé ? Est-ce que vous pouvez nous le raconter un peu ?

G. Bidault : Cela s'est passé exactement comme vous venez de le dire et très simplement, de Gaulle m'a dit : « Je compte sur vous pour entrer dans le gouvernement et je vous offre la Justice ». C'était de Menthon qui est devenu ministre de la Justice. « Je vous offre la Justice et les Cultes », c'est ce qui se passerait, arriverait au début de la III^e République, la Justice et les Cultes. Moi, je trouvais peu élégant de remplacer de Menthon mais de Menthon qui était pourtant très conciliant, n'a pas eu des rapports très aisés avec de Gaulle. D'ailleurs, on n'a pas de rapports très aisés avec de Gaulle si on tient à son « quant à soi ». Surtout, je lui ai dit : « Mais écoutez mon Général, moi, je voudrais demander (disons le MRP, je crois qu'il était déjà baptisé, je m'en occupais du MRP) (35). Cela me paraît important qu'il y ait une formation dont vous puissiez être sûr et qui représente d'autre part ce qui ne se fera pas si je n'ai pas l'occasion de m'en occuper ». Il me dit : « Non, il ne peut pas être question que vous ne soyez pas dans le premier gouvernement à la libération » donc je n'ai plus rien dit, et puis il ne m'a plus parlé de rien jusqu'au jour où il a annoncé que cela se passerait comme ça, mais oui ! Il m'a offert les Affaires étrangères, chose qui, comme dirait, je ne sais plus qui, ne se refuse pas.

M. Vaïsse : Dans votre livre, vous faites la réflexion que vous êtes étonné de la proposition concernant la Justice et les Cultes mais au fond pour quelqu'un venu de la Démocratie chrétienne, les Cultes c'était bien vous proposer quelque chose pour laquelle... une part particulière (36).

S. Bidault : Et la Justice, c'était l'épuration !

M. Vaïsse : Voilà, c'était un poste difficile, sans aucun doute mais vous étiez aussi le président du CNR, par conséquent c'était peut-être vous donner au Président du CNR, je crois que vous avez été le seul membre, d'ailleurs, du CNR à devenir ministre à cette époque-là, n'est-ce pas ?

G. Bidault : C'est bien possible, écoutez, franchement je n'y ai pas pensé.

M. Vaïsse : Est-ce que ce n'était pas une façon de consacrer le CNR ?

35 - Le parti démocrate-chrétien du Mouvement républicain populaire (MRP) a existé de 1944 à 1967.

36 - Phrase interrompue.

S. Bidault : Une politesse ?

G. Bidault : Oh, cela m'étonnerait que cela lui ait traversé l'esprit, il n'avait vraiment aucune envie de (37). Par la suite, il a dit, paraît-il : « Je pensais trouver des ministres, enfin j'ai trouvé... », je ne sais plus quoi, j'ai oublié le mot, mais enfin cela veut dire des bons à rien, des seconds rôles.

M. Vaïsse : D'un autre côté, vous aviez été éditorialiste de politique étrangère avant la guerre, par conséquent vous aviez tout de même aussi une disposition.

G. Bidault : Oui, j'avais été aussi professeur d'histoire.

M. Vaïsse : Voilà, pour la politique étrangère ?

G. Bidault : Cela contient la politique étrangère, l'histoire.

S. Bidault : Quand vous venez de dire : « Je ne connaissais rien aux Affaires étrangères » et alors cela vient de lui. Comme il faut le dire ce jour-là vous avez fait faire un bon mot. Vous avez dit : « Moi qui n'ait jamais été à l'étranger, on me bombarde aux Affaires étrangères et M. Tixier (38) qui avait passé sa vie dans les services internationaux, on le met à l'Intérieur » alors il y a tout simplement un bon mot, vous comprenez, parce que tout de même on savait bien qu'il connaît quelque chose aux Affaires étrangères.

M. Vaïsse : D'autre part, on a fait remarquer qu'il était important, ne serait-ce que vis-à-vis des Anglo-Saxons, d'avoir pour le Gouvernement de la France libre, et de la France libérée, un membre du CNR, un membre de la résistance intérieure, comme ministre chargé justement des relations avec les Anglo-Saxons ?

G. Bidault : Je ne crois pas car vous savez, en réalité, les rapports que j'ai vus avec les ambassadeurs anglo-saxons et les autres m'ont montré leur parfaite ignorance de ce qui se passait à l'intérieur de la France du développement pour eux. Ils connaissaient de Gaulle et sans doute n'étaient-ils pas fâchés d'en voir un autre à ses côtés. Je ne crois pas qu'ils se soient dit, vous comprenez, on leur aurait apporté Briand ou Paul Boncour, enfin bref des gens qui leur aurait dit quelque chose. Mais, ce fut moi, cet illustre inconnu, qui sort de la clandestinité, qu'on a jamais rencontré nulle part et qui vient nous parler au nom de la France avec la même assurance que si j'étais de Gaulle, non enfin... Pour eux, ils n'ont pas à marquer un intérêt, autre chose que pour de Gaulle ou quelqu'un que nous connaissions mais avec quelqu'un que nous ne connaissons pas et qui n'est pas de Gaulle, nous ne sommes pas très fixés quand même.

M. Vaïsse : Alors vous prenez en charge le Quai d'Orsay à cette époque-là et le ministère est entièrement à reconstituer puisque le Commissaire pour les Relations Extérieures, René Massigli, n'avait pas eu le temps encore de s'occuper de la reconstitution, de la remise en état du ministère

37 - Phrase inachevée.

38 - Adrien Tixier (1893-1946) fut ministre de l'Intérieur en septembre 1944 jusqu'à janvier 1946.

puisqu'il était à Alger et vous dites avant qu'on en passe au ministère lui-même, vous dites qu'il vous accueille avec des considérations désabusées, dites-vous dans votre livre.

G. Bidault : J'avais oublié cela.

M. Vaïsse : Et Monsieur (39) dit dans son livre que M. Massigli l'accueille avec des considérations désabusées concernant ce poste.

G. Bidault : J'avais oublié cela.

S. Bidault : Il n'était pas pressé de quitter le Quai.

G. Bidault : Les considérations désabusées qu'il avait pu lire en venant du Figaro de Lyon car c'était à Lyon qu'il y avait une centrale du Figaro. Massigli, par exemple, était arrivé et avait pris les Affaires étrangères. Il avait eu beaucoup à se plaindre de de Gaulle, qui ne l'écoutait pas, qui ne le traitait pas comme il s'attendait à être traité, c'est-à-dire celui qui s'occupe des Affaires étrangères et explique au chef du gouvernement ce qu'il faut faire en la matière. Ce qui n'a pas été le cas du tout, c'était l'inverse. Alors Massigli n'était naturellement pas très content d'être congédié et remplacé par cette espèce de professeur de province qui vient pour prendre ma place et me prendre ma petite compensation de garder mon directeur de Cabinet. Mais je dois dire que ce n'était pas le plus beau cadeau qu'il pût me faire, mais il n'y avait personne dans ce Quai d'Orsay vide.

M. Vaïsse : Alors justement, c'est un peu ce qui est intéressant. Comment trouvez-vous le Quai d'Orsay à cette époque-là et comment vous occupez-vous de le reconstituer ?

S. Bidault : Mais il y avait tout de même un ministère des Affaires étrangères à Alger et un à Vichy, et on a puisé dans les deux.

M. Vaïsse : Comment s'est fait l'amalgame entre les trois ministères et la question de l'épuration ?

S. Bidault : On a très peu épuré chez nous, il y avait très peu besoin « d'épurable ».

M. Vaïsse : Il y a eu très peu d'épuration ?

S. Bidault : Il y en a eu quatre ou cinq, enfin très peu. Mais on a pris les gens qui étaient membres de Vichy, moi je les ai tous retrouvés quand je suis arrivé là, ceux que j'avais connu à Vichy. Et puis alors un certain nombre de ceux de Vichy ainsi que ceux qui étaient allés à Alger, étaient partis clandestinement à Alger, sauf quelques personnages qui s'étaient trop distingués comme Paul Morand (40). Eh bien, on a repris les anciens et on a recommencé. On a mis les conseillers d'ambassades à la place des conseillers d'ambassades et les ministres. Cela n'a pas été comme d'autres ministères où il y avait un saccage. Cela n'a pas joué parce que les cinq ou six individualités qu'on a mises à la porte, cela ne comptait pas dans l'ensemble. Peu à peu le

39 - Nom propre à vérifier.

40 - Paul Morand (1888- 1975), écrivain, diplomate, membre de l'Académie française et reconnu pour sa proximité avec le Régime de Vichy.

Ministère a dû se peupler. Georges m'a souvent raconté qu'il avait trouvé le ministre plénipotentiaire, c'était même le seul qui était là mais très rapidement, enfin dans la mesure où les bateaux ont ramené des gens qui étaient bien en retard quelquefois, probablement. Ils ont dû rester aux places qu'ils avaient à Vichy ? Georges, c'est-à-dire que c'était où le vent était (41). Je ne me suis jamais posé la question, vous la posez maintenant mais au moins cela, j'en parle en tant que fonctionnaire, cela n'a pas posé de problème, les gens se sont retrouvés tous à la place où ils étaient, qu'ils occupaient auparavant soit à Alger, soit à Vichy. Certains ont eu des promotions comme moi, par exemple...

M. Vaïsse : Oui, parce qu'on voit le cas d'un certain nombre de personnages, ils ont eu, au fond, des itinéraires pendant la guerre très variés, ils sont partis à des dates extrêmement différentes de Vichy. On pense par exemple à René Massigli qui est parti.

S. Bidault : Ah, il n'a jamais été à Vichy !

M. Vaïsse : Il n'a pas été à Vichy mais enfin il était en contact avec Vichy tandis que, par exemple, Armand Bérard est parti plus tard pour Alger et de même pour Georges (42)...

S. Bidault : Le gros est parti après 1942 c'est-à-dire après l'occupation totale du territoire. Le gros, la plupart de mes camarades (43) sont passés par l'Espagne à ce moment-là. Il y a en a d'autres qui sont partis de Vichy même. C'était au moment de la passation de serment au Maréchal qu'il a donné sa démission, alors lui il est parti complètement et il a été repris d'office bien entendu, étant donné les conditions dans lesquelles il était parti. Il a été repris d'office au retour du ministère à Paris.

M. Vaïsse : Vous évoquez, par exemple, dans votre ouvrage la question des archives qui manquaient complètement au ministère, c'est une chose importante ?

S. Bidault : Je vais vous dire, En ce qui concerne les archives du Service des œuvres (44), j'y étais avant la guerre, avant la guerre j'étais à « l'Information ». Elles avaient été confiées à Picpus, à M. Roger Peyrefitte qui les avaient emportées au château de Rochecotte. Enfin il les avait emportées, on les avait emportées au château de Rochecotte.

C. Pozzo di Borgo : D'une manière générale, elles ont toutes été transférées à Rochecotte.

S. Bidault : Et il a attendu paisiblement que le Docteur Atkin (45), directeur de l'Institut franco-allemand de Paris, vienne les prendre. Il les a emportées sous son bras, enfin sous son bras, ce n'est qu'une image d'ailleurs. Elles contenaient les archives au moins des pays de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc. (46) et il paraît que ces archives, j'ai appris cela il n'y a pas très longtemps, avaient été transportées en Pologne, ce que je n'ai pas encore compris d'ailleurs. Mais en tout cas, d'après ce qu'on m'a dit, elles n'existent plus.

41 - Mot inaudible.

42 - Phrase interrompue.

43 - Mot inaudible.

44 - Il s'agit du Service des Œuvres françaises à l'Étranger (SOFE).

45 - Nom propre à vérifier.

46 - Fin de phrase inaudible.

C. Pozzo di Borgo : Oui, elles ont été dispersées par transfert, un peu en Allemagne et en Pologne...

S. Bidault : Et là, elles ont disparu comme beaucoup de choses ont disparu en Pologne sans que personne n'en soit coupable, enfin sous les bombardements. On ne sait pas ce qui s'est passé mais les archives du Service des Œuvres, moi, quand je suis arrivée à Vichy, un camarade travaillait avec un petit cahier d'écolier qui commençait le réajustement des choses. Il recommençait les archives de Vichy, alors les archives ont recommencé en juillet 1944 à Vichy et tout ce qui n'a pas été fait, ayant été emportées par le Docteur Atkin. Les a-t-il consultées ? Je l'ignore mais il n'y a pas tellement longtemps je ne sais pas qui m'a dit : "Mais si, elles ont été transportées en Pologne, elles ont disparu et n'existent plus". D'ailleurs, on vous dira ça, on doit le savoir au Quai d'Orsay, j'imagine.

C. Pozzo di Borgo : Oui, je peux me renseigner très facilement.

S. Bidault : Les archives de Vichy, vous les avez ?

C. Pozzo di Borgo : Ah oui, elles doivent être ouvertes bientôt. Elles sont en cours de reclassement. Ce sont les seules qui ne sont pas encore ouvertes, celles d'Alger et Londres y étant déjà.

S. Bidault : C'est une question posée par un universitaire qui fait en ce moment un travail pas du tout là-dessus mais sur l'Algérie. Il m'a dit qu'il y avait des archives à Vichy, c'est une correspondance de l'Indochine, à l'époque, avec Vichy. Par conséquent, il y avait un dossier Indochine-Vichy quelque part et il m'a dit je suppose qu'elles sont aux archives des Affaires étrangères.

C. Pozzo di Borgo : Elles sont plutôt à Aix-en-Provence où on conserve les archives d'outre-mer.

S. Bidault : Ah oui, par la correspondance du Général de Gaulle et du ministre des Affaires étrangères, cela concerne Vichy.

C. Pozzo di Borgo : Normalement, cela doit être dans le fonds Vichy qui va être bientôt ouvert.

S. Bidault : Je m'excuse de vous avoir posé la question mais je voulais répondre à la question qu'on m'a posée. Mais on m'a dit : "Où sont les archives de Vichy du temps de guerre" parce qu'en ce qui concerne l'Indochine qu'il y a eu à partir de 1943 des propositions à l'amiral Decoux (47) pour ce qu'on pouvait faire concernant l'organisation qu'on pouvait y mener en Indochine. Et chose très intéressante, il semblerait qu'il y a un black-out total actuellement, paraît-il. Alors, ainsi on m'a dit : "Mais où sont ces archives ?" On m'a dit qu'elles doivent être aux Affaires étrangères.

C. Pozzo di Borgo : Absolument, elles y sont, elles seront bientôt prêtes.

47 - Nom propre inaudible.

S. Bidault : J'ai fait une parenthèse, je m'en excuse et j'aurais pu directement vous poser la question.

M. Vaïsse : Non, mais c'est très intéressant, vous parliez en effet, dans votre livre de la question des archives mais je me disais, en effet, que quand on reconstituait un ministère complètement comme vous l'avez fait en 1944, il y a ce problème essentiel qui est celui d'avoir des papiers et des papiers sur lesquels on travaille constamment et, en particulier, les archives et alors, en effet, c'est intéressant de savoir que (48)...

S. Bidault : Mais seulement, je ne sais pas si les Allemands ont pris d'autres archives. Mais le Docteur Atkin a pris celles des Œuvres (SOFE) parce que c'étaient les relations avec les naturelles si je puis dire des pays occupés par l'Allemagne. C'est-à-dire qu'il y avait Varsovie... Ce qui était intéressant, au fond n'est-ce pas, c'était le Service de Propagande française à l'étranger. Alors, ils se sont jetés sur ces archives là et je pense que les archives politiques, ils ne les ont pas touchées. Je n'en sais rien.

M. Vaïsse : Il y a eu des archives politiques qui ont été non seulement prises mais consultées de très près. J'ai eu l'occasion moi-même de voir des papiers qui avaient été annotés par des experts allemands qui avaient été tout de suite pu mettre la main dessus parce qu'ils étaient là pour les trouver.

S. Bidault : Seulement ils étaient peut-être venus les consulter sur place ? Ils ne les ont pas emportés en Pologne.

M. Vaïsse : Je crois qu'il y a eu une commission d'experts.

S. Bidault : D'ailleurs le Docteur Atkin, il est arrivé à la fin juin les prendre, il est venu les chercher en courant.

C. Pozzo di Borgo : En effet oui, si cela vous intéresse, je peux me renseigner et vous communiquer plus de détails.

S. Bidault : Non, ce n'est pas moi que cela intéresse. C'est ce monsieur qui cherche les archives pour les histoires d'Indochine. Il est allé Rue Oudinot. La rue Oudinot n'ayant rien voulu communiquer, alors il est venu nous voir parce que nous aussi nous en avons des archives là-dessus mais nous n'avons pas justement d'archives sur Vichy. Parce que, nous, les archives que nous pouvons avoir, ce sont celles d'avant-guerre, n'est-ce pas, mais celles de la guerre nous n'en avons pas. Ce garçon m'a dit : « Mais enfin Il y a tout de même une correspondance très importante du général de Gaulle avec l'amiral Darlan, où est-ce qu'elles sont ? ». Je lui dis, « Je suppose qu'elles sont au Quai ».

C. Pozzo di Borgo : Parfaitement, oui, c'est une question de préparation de classement.

S. Bidault : Oui, je comprends.

48 - Phrase interrompue.

M. Vaïsse : La question peut se poser aussi concernant la reconstitution d'un ministère à ce moment-là. Est-ce qu'il y a eu un personnel que vous avez recruté à cette époque-là ? Est-ce que vous avez fait appel à des collaborateurs nouveaux de vos ministères ?

G. Bidault : Il y a eu ce qu'on appelait le Cadre latéral qu'on a rebaptisé Complémentaire et il y avait eu avec un concours, des conditions d'entrée, etc. Il a bien fallu trouver du monde puisqu'il y avait l'âge, la guerre, l'épuration. Il fallait combler tous les vides.

M. Vaïsse : Et vous avez fait appel à un certain nombre de (49)...

G. Bidault : Ah non, j'ai fait appel à tout le monde, c'était un concours.

M. Vaïsse : Et alors quand ce ministère, ce gouvernement de la France libérée se met en place, au point de vue du problème des relations extérieures, vous êtes tout de suite confronté aux problèmes de la reconnaissance officielle d'une part et puis d'autre part des relations avec les grands pays : les États-Unis, l'Angleterre et l'Union Soviétique. Et vous êtes assez rapidement amené à faire un voyage en Union Soviétique. Alors, je voulais savoir plusieurs choses en ce qui concerne ce voyage : comment s'est faite la préparation du voyage, comment est venue l'idée du voyage en Union Soviétique ?

G. Bidault : L'idée du voyage, c'est (50). De Gaulle cherchait partout des répondants et des terrains de conversation et il se méfiait naturellement avant tout des Anglo-Saxons et des Alliés. Il avait dès les débuts trouvé un mot excellent pour désigner à la fois l'ennemi et l'allié, c'était de dire « l'étranger ». Il fallait donc s'occuper des étrangers et le grand étranger qui n'était pas l'allié encombrant, c'étaient les Russes. Alors, on est allé en Russie. Les Russes ont sauté sur l'occasion et se sont dit : « Tiens, maintenant la France, il faut s'en occuper » et c'est comme ainsi qu'en décembre 1944, j'ai accompagné de Gaulle à Moscou.

M. Vaïsse : Comment est-ce que s'est passé le voyage, parce que c'était fort difficile d'aller encore en décembre 1944 de Paris à Moscou ?

S. Bidault : On passait par Téhéran.

G. Bidault : Oui, on a fait le tour de la Méditerranée. On a commencé par aller voir le Bey de Tunis, c'était la première étape. Et puis, au-delà, on est passé par la Cyrénaïque. Les Anglais, de Gaulle ne cherchait pas à répondre trop amplement aux invitations des Anglais. Après il y avait le Caire et puis du Caire, on est allé à Téhéran. À Téhéran, il faut passer là-bas en voiture de l'aérodrome britannique à l'aérodrome russe.

M. Vaïsse : Et ainsi vous êtes arrivés à Moscou ?

G. Bidault : Tandis que de Gaulle a pris un avion.

S. Bidault : Mais pas en avion ? Vous êtes allés en avion jusqu'à Moscou ?

49 - Phrase non terminée, silence.

50 - Phrase non terminée, silence.

G. Bidault : Non, on a pris le train à Bakou.

M. Vaïsse : Vous êtes allés en avion de Téhéran à Bakou ?

G. Bidault : C'est ça oui.

M. Vaïsse : C'est un périple extraordinaire, en pleine guerre.

S. Bidault : Ils sont passés par Stalingrad.

G. Bidault : Et à Bakou, on se penchait par les hublots et on voyait les traînées noires des aôptes sur la Mer Caspienne. Et M. Bogomolov (51) qui avait été ambassadeur à Vichy avant d'être renommé ambassadeur à Paris sous de Gaulle. Les ambassadeurs qui n'avaient pas été mis à la porte par Pétain, ont été mis à la porte par de Gaulle mais ceux qui avaient été mis à la porte par Pétain, ont été repris par de Gaulle. Alors oui, l'ambassadeur Bogomolov, ce qui veut dire « Prions Dieu » ou quelque chose dans ce genre-là, me dit : « M. Bidault, le plus beau parfum du monde, c'est le pétrole ». Passons, cela n'est pas destiné aux archives !

M. Vaïsse : Est-ce que l'accueil des Soviétiques a été chaleureux ?

G. Bidault : Non, comme ils sont quand ils ne sont pas de sortie, courtois, un peu glacés, un peu moroses mais courtois oui.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez préparé, je veux dire les services du Quai et les gens autour du général de Gaulle ? Est-ce que vous aviez préparé ce voyage et ce que vous vouliez obtenir au fond des Soviétiques ?

G. Bidault : Oui, on l'a tout de même préparé mais on n'a pas emporté de dossier. Comme on dit maintenant, je ne sais pas si ça a toujours été comme cela, mais maintenant puisqu'il est continuellement question à la télévision des « dossiers ». Eh bien, nous sommes partis sans dossier.

M. Vaïsse : Peut-être parce qu'il n'y en avait pas faute d'archives ?

G. Bidault : Naturellement, ce voyage m'a permis de faire la connaissance de Staline.

M. Vaïsse : Mais est-ce que vous aviez l'intention, le général de Gaulle et vous, d'obtenir quelque chose des Soviétiques ?

S. Bidault : On devait faire une alliance. Il y a eu un accord et une alliance. Vous dites vous-même que les termes se contredisent, que cela ne veut rien dire.

G. Bidault : Oui, il y avait une alliance anglo-soviétique.

51 - Alexandre Bogomolov (1900-1969) fut ambassadeur dans différents pays européens dont la France sous le régime de Vichy.

S. Bidault : On est allé à Dunkerque pour aller chercher nos alliances britanniques mais là, il est allé chercher l'alliance soviétique.

C. Pozzo di Borgo : C'était l'objet du voyage ?

G. Bidault : Oui

S. Bidault : L'objet français du voyage car avec ce que vous m'avez dit, Georges, il cherchait surtout à faire reconnaître le gouvernement de Dublin.

G. Bidault : Oui, le gouvernement de Dublin qui était en Pologne de Anders (52).

S. Bidault : Le gouvernement (communiste). Il y eu tout de même un traité ?

G. Bidault : Oui

M. Vaïsse : Oui, ce traité ne vous apparaît pas comme capital ?

G. Bidault : Oui, il paraît comme absolument inexistant. Enfin inexistant c'est très (53).

S. Bidault : Il existe dans les archives, bien sûr, mais il n'a eu aucune portée, aucune.

M. Vaïsse : Mais vous avez rencontré à cette occasion-là, Staline et un certain nombre de dignitaires soviétiques.

G. Bidault : On était dans une salle de classe, il y avait un fer à cheval de chaises et dans le fer à cheval, et au milieu trois tables et les gens assis. Cela avait vraiment l'air d'une salle de classe, des gens assis, des rapports, des conversations et puis des repas.

S. Bidault : À trois heures du matin !

G. Bidault : Oui, il n'y a pas d'heure. Et des toasts.

S. et G. Bidault : Quel potage !

M. Vaïsse : Est-ce que vous aviez la sensation que Staline voulait obtenir quelque chose de vous précisément ?

G. Bidault : Non

S. Bidault : Ah, il voulait tout de même obtenir la reconnaissance.

52 - Il s'agit peut-être du général de l'armée polonaise en exil Władysław Albert Anders (1892-1970).

53 - Phrase inachevée.

G. Bidault : Oui, le Comité de Dublin. On a envoyé Christian comme délégué intérimaire provisoire.

M. Vaïsse : Au fond, c'est la seule chose fâcheuse.

G. Bidault : Oui bien sûr, il fallait avancer.

M. Vaïsse : Au fond, vous n'avez pas reconnu le Comité de Dublin et les Soviétiques n'ont pas donné beaucoup de garanties en ce qui concerne l'Allemagne. Ce que vous essayiez d'obtenir, tout de même. Donc cela se solde par un traité dont vous dites qu'il est inexistant ?

G. Bidault : Non, par un traité. C'est un voyage qu'on garde dans ses souvenirs.

M. Vaïsse : Mais alors, justement, je m'étais demandé est-ce que les responsables français que vous étiez à l'époque, le général de Gaulle et vous, est-ce que vous n'étiez pas un peu tombés dans un panneau que tendaient les Soviétiques et qui consistait à détacher la France des Anglo-Saxons à cette époque-là ? D'une certaine façon vous avez expliqué que le Général de Gaulle se méfiait des Anglo-Saxons, par conséquent, on allait duper les Soviétiques mais est-ce que du côté des Soviétiques, il n'y avait pas le calcul parallèle, analogue qui consistait à détacher la France des Anglo-Saxons ?

G. Bidault : Oui, mais se détacher vraiment, c'était au-delà des moyens et des possibilités, et même de celles de de Gaulle. De Gaulle qui n'était pas capable de détacher la France de l'alliance anglo-saxonne pour la jeter dans l'alliance soviétique, c'était chimère.

S. Bidault : Positivement tout de même les Anglo-Saxons étaient le service logistique. On ne pouvait pas se passer de leurs fournitures, on ne pouvait pas se passer de... Alors, un traité dans des conditions de guerre, cela ne pouvait pas être quelque chose de qui a une pérennité.

M. Vaïsse : Est-ce qu'il y a eu une influence de la part des communistes sur le fait du voyage à Moscou du général de Gaulle ?

G. Bidault : Non

M. Vaïsse : Ils n'ont pas influencé dans le sens d'une alliance avec les Soviétiques ?

G. Bidault : Non, de toute façon, ils auraient été trop mal reçus. De Gaulle était déjà brouillé avec un certain nombre de communistes, pas besoin de se brouiller avec les autres, enfin c'était compris dans le lot.

M. Vaïsse : À cette époque-là, la France a une diplomatie qui est extrêmement délicate parce que d'une part elle est l'alliée des États-Unis, de l'Angleterre et de l'Union Soviétique. D'autre part, elle est laissée un peu en marge par ces pays.

G. Bidault : Bien entendu.

M. Vaïsse : Par exemple la Conférence de Yalta.

G. Bidault : Cela, c'est l'idée américaine et russe de partage du monde. Il se partage en deux, ce n'est pas la peine de se mettre à trois.

M. Vaïsse : Est-ce qu'il a été question à un moment quelconque que la France y participe ?

G. Bidault : Jamais ! De Gaulle n'aurait pas voulu, il aurait préféré être seul à jouer son jeu, ce qui d'ailleurs aurait été voué à l'échec déraisonnable. Non, il n'a jamais été question. Yalta, il a tout de suite su mettre les choses au point en ce qui concerne ce qu'on pouvait attendre des rapports de la Russie et de l'Amérique, livrées à elles-mêmes.

M. Vaïsse : Un homme politique américain a écrit dans un journal il y a quelques années que la France aurait été invitée à participer à une partie de la Conférence de Yalta et qu'elle aurait refusé. Est-ce que vous êtes au courant de cette invitation partielle ?

G. Bidault : Elle n'est pas passée par moi. Ce n'est pas absolument impossible que l'idée biscornue ait traversé l'esprit de Molotov pour jouer avec les uns et les autres. De toute façon, cela n'a jamais été en forme. Et il n'y a jamais rien eu de concret et de solide pour correspondre à cette pensée.

M. Vaïsse : Est-ce que vous pensez que la France aurait pu jouer un rôle à Yalta ?

G. Bidault : Bien sûr que non ! C'est une question de poids. La France sortant de quatre ans d'occupation, une grave défaite, ruinée, n'était pas en mesure de peser sur Roosevelt qui n'avait aucun désir de se laisser influencer par l'étranger, ni Churchill non plus. De Gaulle passait son temps à faire valoir que Churchill ne tenait aucun rôle.

M. Vaïsse : C'est cependant grâce aux Anglais que la France a eu une part de l'occupation de l'Allemagne ?

G. Bidault : Oui, il n'y pas l'ombre d'un doute.

S. Bidault : Churchill aimait tout de même assez la France. Il a toujours été défenseur de la France.

G. Bidault : Et il a toujours été correct.

C. Pozzo di Borgo : Du voyage du général de Gaulle aux États-Unis, vous y avez participé, je crois en 1945 ?

S. Bidault : Oui, en août 1945.

G. Bidault : C'est vrai, à ce moment-là, c'était Truman. Je vois encore l'air furibard de de Gaulle quand Truman nous a décorés tous les deux de l'Ordre du mérite. J'ai été commandeur, j'ai eu une belle cravate en tout cas. De Gaulle a eu la Plaque du mérite, il était furieux.

M. Vaïsse : Quand il a été question avant cela de la rencontre manquée entre Roosevelt et de Gaulle à Alger, refusée par le général de Gaulle. Est-ce que vous avez joué un rôle quelconque dans cette affaire, dans la réception de la proposition de Roosevelt ou le refus de Gaulle de le rencontrer ?

G. Bidault : Je lui ai toujours dit qu'il ne suffisait pas de répondre non. Mais qu'il fallait accepter du moment qu'on avait des alliés qu'il fallait les traiter comme tels.

M. Vaïsse : Comment se faisaient les relations avec le général de Gaulle pour ces questions de politique étrangère ? C'était au moment des Conseil des ministres ?

G. Bidault : Non, tout de même, j'allais le voir. Il ne tenait pas du tout à donner des explications en public ou en semi public.

S. Bidault : Il vous recevait même longuement.

G. Bidault : Oui

S. Bidault : Je me rappellerai toujours qu'un jour il m'a parlé et m'a dit « Où en sont les affaires ? » et puis il m'a parlé des (54).

M. Vaïsse : Avant de parler des Germains, vous participez également à une autre affaire importante celle de la fondation des Nations Unies.

G. Bidault : Oui, j'y suis pour quelque chose. Je n'en suis pas particulièrement satisfait après coup.

M. Vaïsse : Cela correspondait en tous cas à vos idées de sécurité collective.

G. Bidault : Oui, vous croyez.

S Bidault : On y a cru.

M. Vaïsse : Qu'elle était l'atmosphère de cette réunion de San Francisco (55) ?

G. Bidault : Il y a des gens qui y croient, qui aiment cela... les socialistes, les gens qui parlent de la diplomatie (56).

M. Vaïsse : Quels collaborateurs aviez-vous à San Francisco ?

S. Bidault : Le directeur de cabinet de Massigli.

54 - Fin de la phrase inaudible.

55 - La Conférence de San Francisco s'est déroulée du 25 avril au 26 juin 1945.

56 - Fin de la phrase inaudible.

G. Bidault : Oui, il y avait M. de Charbonnière qui était ce que (57).

S. Bidault : Il y avait les directeurs politiques : Billoux, Paul-Boncour (58).

M. Vaïsse : Paul-Boncour faisait des découvertes, il se croyait à Genève. J'exagère, il disait « c'est quand même curieux ! » que le monde n'était plus ce qu'il avait connu ou rêvé. Avec M. Billoux, je suis allé voir le film « Ivan Le terrible » pas gai.

M. Vaïsse : Qui lui a inspiré des commentaires définitifs sur l'Union Soviétique ?

G. Bidault : Non, du tout. Ils sont très peu (59). La première chose à laquelle on a pensé, c'est de ne pas en parler (60).

M. Vaïsse : Pourquoi à un certain moment on dit à San Francisco que la délégation a fait un peu « bande à part » ?

G. Bidault : Tout simplement, on n'était pas attendu avec enthousiasme et impatience. On fait « bande à part » lorsqu'on est mal à l'aise, c'est le cousin de province.

M. Vaïsse : La France avait bien refusé d'être puissance invitante à cette conférence ?

G. Bidault : Bien sûr, cela vient de de Gaulle. On n'est pas puissance invitante par « accroc ». Il aurait fallu qu'il fût à l'origine de l'idée et de l'invitation elle-même.

M. Vaïsse : Il n'était pas hostile à l'idée des Nations Unies en elles-mêmes ?

G. Bidault : Il n'était pas intéressé mais il n'était pas hostile.

M. Vaïsse : Comment cela s'est passé lorsque la France a réussi à avoir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité ?

G. Bidault : On pensait que c'était une politesse inévitable.

S. Bidault : On parlait de dire qu'en France, on était très content. Mais on a considéré que c'était un succès de la Conférence, Georges.

G. Bidault : Oui

S. Bidault : Je me souviens, j'étais à Paris mais on disait « Enfin, on reconnaît la France ».

M. Vaïsse : Parce que la France n'avait pas participé à Yalta, elle n'était pas considérée comme un des « grands » tandis que là elle était considérée comme l'un des « Quatre Grands » ?

57 - Fin de la phrase inaudible.

58 - Deux noms propres à vérifier.

59 - Mot inaudible.

60 - Fin de phrase inaudible.

S. Bidault : Il faut dire les choses comme elles sont. Lorsque les Américains sont arrivés, tout était prêt à prendre en main, l'administration de la France elle-même. C'était tout de même un grand changement.

G. Bidault : Cela s'appelait AMGOT (61).

M. Vaïsse : Maintenant nous pouvons parler des relations franco-allemandes à cette époque, la politique du général de Gaulle consistant en un démembrement de l'Allemagne. Dans votre livre, vous affirmez que vous dites que dès votre jeunesse, vous avez la conviction que la paix de l'Europe reposait dans une entente entre la France et l'Allemagne. Vous avez toujours dit cela. À cette époque aussi vous pensiez dès ce moment-là qu'il fallait une entente et une réconciliation ?

G. Bidault : Cela plus le même intérêt qu'il y a eu, s'il n'y avait pas eu la guerre. Si la réconciliation franco-allemande avait précédé et empêché la guerre. La réconciliation après l'occupation, les souvenirs de la gestapo et le reste, c'est un peu défraîchi. À partir du moment où il y a eu une Allemagne au centre de l'Europe, une frontière compte, c'est un des éléments indispensables de l'équilibre et de la tranquillité.

Fin de l'enregistrement

61 - En anglais, *Allied Military Government of Occupied Territories (AMGOT)* ou *Le gouvernement militaire allié des territoires occupés*.